



UNIVERSITÉ D'ARTOIS

Direction des Affaires Financières
Bureau Marchés Achats

CAHIER DES CLAUSES
ADMINISTRATIVES PARTICULIERES
(CCAP)

Objet : Acquisition et installation d'un banc de test catalytique automatisé sous flux et pression contrôlée couplée à une analyse chromatographique en ligne.

Marché soumis aux dispositions du décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique, de l'ordonnance n° 2018-1074 du 26 novembre 2018 portant partie législative du code de la commande publique et ses décrets modificatifs, ainsi que du Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux Marchés Publics de Fournitures Courantes et de Services, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 (CCAG-FCS-2021).

SOMMAIRE DU CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

ARTICLE 1 : OBJET DU MARCHÉ.....	4
1-1 Objet du marché :	4
1-2 Décomposition en lots :	4
1-3 Personne publique contractante, personne publique contractante, autorité compétente :	4
ARTICLE 2 : TYPE DE MARCHÉ	4
ARTICLE 3 : DOCUMENTS CONTRACTUELS.....	4
ARTICLE 4 : DUREE DU MARCHÉ.....	5
ARTICLE 5 : DELAIS DE TRANSMISSION DES DEVIS	5
ARTICLE 6 : MODALITES D'EXECUTION ET DE LIVRAISON	5
6-1 Adresses de livraison :	5
6-2 Conditions particulières :	5
6-3 : Installation et mise en service :	5
ARTICLE 7 : REGLES DE SECURITE ET PLAN DE PREVENTION	5
ARTICLE 8 : OPERATIONS DE VERIFICATIONS ET D'ADMISSION	6
ARTICLE 9 : GARANTIE ET NORMES	6
9-1 Garantie :	6
9-2 Normes :	6
ARTICLE 10 : RETENUE DE GARANTIE	6
ARTICLE 11 : MAINTENANCE	6
ARTICLE 12 : MODALITES DE DETERMINATION ET VARIATION DES PRIX	6
12-1 Nature et contenu des prix :	6
12-2 Variation des prix :	6
ARTICLE 13 : REGLEMENT	6
13-1 Mode de règlement :	6
13-2 Périodicité de règlement :	7
13-3 Modalités de facturation :	7
13-4 Délai global de paiement :	7
13-5 Paiement de groupement d'opérateurs économiques :	7
13-6 Paiement des sous-traitants :	7
ARTICLE 14 : AVANCE FORFAITAIRE	7
ARTICLE 15 : AVANCES FACULTATIVES	8
ARTICLE 16 : ACOMPTES, PAIEMENTS PARTIELS DEFINITIFS ET SOLDES.....	8

ARTICLE 17 : CLAUSES TECHNIQUES	8
ARTICLE 18 : PENALITES.....	8
18-1 Pénalités de retard :	8
18-2 Pénalités pour défaut d'exécution :	8
18-3 Pénalités pour méconnaissance de la réglementation de protection des données à caractère personnel :	9
ARTICLE 19 : CLAUSES ENVIRONNEMENTALE, SOCIALE ET D'INSERTION.....	9
19-1 Clause environnementale :	9
19-2 Clause sociale :	9
19-3 Clause d'insertion par l'économie :	9
ARTICLE 20 : ASSURANCES.....	9
ARTICLE 21 : CESSIION ET NANTISSEMENT	9
ARTICLE 22 : SOUS-TRAITANCE	9
ARTICLE 23 : RESILIATION	9
23-1 Conditions de résiliation du marché :	9
23-2 Redressement ou liquidation judiciaire :	10
ARTICLE 24 : MARCHE COMPORTANT DES LOGICIELS	10
ARTICLE 25 : FORMATION ET DOCUMENTATION	10
ARTICLE 26 : DROIT, LANGUE, RECOURS, MONNAIE	11
ARTICLE 27 : PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL.....	11
ARTICLE 28 : CLAUSES COMPLEMENTAIRES.....	11
28-1 Confidentialité :	11
28-2 Mesures de sécurité :	12
28-3 Protection de la main d'œuvre et conditions de travail :.....	12
28-4 Protection de l'environnement, sécurité et santé :	12
28-5 Réparation des dommages :	12
28-6 Changement de dénomination sociale du titulaire :.....	13
28-7 Changements affectant le titulaire :	13
28-8 Changement de contractant en cours d'exécution du présent contrat :.....	13
28-9 Défaillance du titulaire :	13
ARTICLE 29 : DEROGATIONS AU CCAG-FCS-2021.....	13

ARTICLE 1: OBJET DU MARCHÉ

1-1 Objet du marché :

Acquisition et installation d'un banc de test catalytique automatisé sous flux et pression contrôlée couplée à une analyse chromatographique en ligne.

Il s'agit de matériels neufs.

Le marché sera attribué et notifié sous réserve de l'obtention d'une subvention FEDER et/ou Région dans le cadre du CPER ECRIN (programmation 2025).

1-2 Décomposition en lots :

Décomposition en lots :

Lot 1 : Banc de test catalytique automatisé sous flux et pression contrôlée

Lot 2 : Analyse en ligne de la phase gazeuse par micro-chromatographie en phase gaz

1-3 Personne publique contractante, personne publique contractante, autorité compétente :

Responsable légal du pouvoir adjudicateur : Madame la Présidente de l'Université d'Artois

Personne habilitée à recevoir les documents : Monsieur le Responsable du Bureau Marchés Achats

Comptable assignataire des paiements : Monsieur l'Agent Comptable de l'Université d'Artois

ARTICLE 2: TYPE DE MARCHÉ

Il s'agit d'un appel d'offres ouvert passé en application des articles L2124-2 et articles R2161-2 à R2161-5 du code de commande publique.

ARTICLE 3: DOCUMENTS CONTRACTUELS

Le marché est constitué par les documents contractuels énumérés ci-dessous par ordre de priorité décroissante :

- L'acte d'engagement ;
- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux Marchés Publics de Fournitures Courantes et de Services, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 (CCAG-FCS-2021) ;
- L'offre technique du titulaire (mémoire technique) ;
- La décomposition de prix globale et forfaitaire (DPGF) ;

Seuls les exemplaires originaux conservés dans les locaux de l'université font foi. En cas de contradiction ou de différence entre les pièces constitutives du marché, ces pièces prévalent dans l'ordre dans lequel elles sont énumérées ci-dessus.

Toute clause portée dans le(s) barème(s), tarif(s) ou documentation quelconque du titulaire et contraire aux stipulations des pièces constitutives du marché est réputée non écrite. Les conditions générales de vente du titulaire sont concernées par cette disposition.

Le titulaire est réputé avoir suffisamment étudié les documents constitutifs du contrat.

Il n'est admis, sous aucun prétexte que ce soit, aucune réclamation concernant l'offre et les conditions consenties.

Le titulaire du marché ne peut en aucun cas arguer d'une erreur, d'une omission, d'une différence d'interprétation ou de manque de renseignements pour refuser d'exécuter les prestations.

ARTICLE 4: DUREE DU MARCHE

Le marché prend effet à date de notification.

Les prestations devront être exécutées dans un délai maximum de 18 mois à compter de la date d'envoi du bon de commande.

Ce délai comprend la livraison, l'installation, la mise en service et la vérification.

Le marché perdure quant à lui jusqu'à la date de fin de période de garantie.

ARTICLE 5: DELAIS DE TRANSMISSION DES DEVIS

Sans objet.

ARTICLE 6: MODALITES D'EXECUTION ET DE LIVRAISON

Le mode de livraison est laissé à l'initiative du titulaire. Les livraisons seront effectuées du lundi au vendredi pendant les heures d'ouverture des services, jours fériés exclus.

6-1 Adresses de livraison :

Bâtiment recherche, Unité de Catalyse et Chimie du Solide (UCCS, UMR CNRS 8181), Faculté des Sciences Jean Perrin de Lens.

6-2 Conditions particulières :

Avant expédition, le titulaire contactera, par téléphone, l'utilisateur à qui le matériel est destiné, afin de fixer avec lui, la date et les modalités d'installation.

De plus, avant expédition, le titulaire devra fournir à l'utilisateur à qui le matériel est destiné, un rapport de test et de mesures de machine. La livraison ne pourra se faire qu'après la validation de ce rapport. Un ordre de service indiquera au titulaire la validation de ce rapport et l'accord pour la livraison.

La livraison et l'installation seront effectuées par le titulaire sous sa seule responsabilité d'assurer ou de faire assurer à ses frais le départ d'usine, le chargement, le transport, le déchargement et l'installation des divers équipements dans les locaux dédiés. Chaque livraison sera effectuée franco de port et d'emballage à l'Université. Les matériels seront OBLIGATOIREMENT accompagnés d'un bon de livraison précisant le nom du titulaire, la date d'expédition, la date de livraison, la référence du marché, la nature et la quantité des équipements livrés à installer. La signature du bon de livraison ne vaut pas admission et ne saurait remplacer la procédure décrite à l'article 8 ci-dessous.

6-3 : Installation et mise en service :

L'installation des matériels est effectuée par le titulaire. Leur mise en service est effectuée sur site et constatée par un procès-verbal établi conjointement entre le titulaire et un représentant de l'Université. La mise en service est assurée par le titulaire à compter de la date contractuelle de livraison.

ARTICLE 7: REGLES DE SECURITE ET PLAN DE PREVENTION

Sans objet

ARTICLE 8: OPERATIONS DE VERIFICATIONS ET D'ADMISSION

Les matériels livrés, installés et mis en service par le titulaire seront obligatoirement accompagnés d'un procès-verbal de livraison, d'installation et de mise en service mentionnant la date d'expédition, l'identification du titulaire, la référence du marché, la nature et la quantité des fournitures livrées et installées. Les opérations de vérification et décisions d'admission s'effectuent conformément aux articles 27 à 30 du CCAG-FCS-2021.

ARTICLE 9: GARANTIE ET NORMES

9-1 Garantie :

La garantie et la maintenance du matériel devront être effectives **pour une période à minima d'un an** (pièces, main d'œuvre et déplacements). Des maintenances préventives annuelles additionnelles seraient un plus. Les candidats devront être capables d'assurer un support technique de qualité, en termes de SAV, diagnostics et résolution de problèmes à distance et aide au développement de nouveaux protocoles.

9-2 Normes :

Les matériels doivent répondre en tous points aux normes techniques homologuées, françaises ou européennes en vigueur à la date de livraison et à celles du CCTP.

ARTICLE 10: RETENUE DE GARANTIE

Sans objet.

ARTICLE 11: MAINTENANCE

Sans objet.

ARTICLE 12: MODALITES DE DETERMINATION ET VARIATION DES PRIX

12-1 Nature et contenu des prix :

Le marché est traité à prix ***global et forfaitaire***. Les prix sont réputés comprendre toutes charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement la prestation ainsi que tous les frais y afférents. Ils sont établis aux conditions économiques du mois ***de janvier 2025*** (mois m0).

12-2 Variation des prix :

Les prix sont fermes et définitifs.

ARTICLE 13: REGLEMENT

13-1 Mode de règlement :

Le paiement s'effectuera selon les règles de la Comptabilité Publique par virement. Les fournitures faisant l'objet du marché donneront lieu à un paiement après vérification du service fait. Les factures seront déposées électroniquement via le portail CHORUS PRO (SIRET : 196 244 016 00016 - Code service : FACT_DEP) et devront comprendre :

- le nom et l'adresse de la société ;

- le numéro de son compte bancaire ou postal tel qu'il est précisé à l'acte d'engagement ;
- le numéro et la date du marché et, le cas échéant, la date et le numéro de l'avenant ;
- le nom et l'adresse du service destinataire de la commande ;
- le numéro du bon de commande ;
- la date de facturation.
- la nature des fournitures livrées (désignation, référence, quantité, ...) ;
- le prix HT des fournitures livrées selon le BPU, la TVA et le prix TTC ;
- en cas de groupement conjoint, pour chaque opérateur économique, le montant des prestations effectuées par l'opérateur économique ;

Si une des mentions énumérées ci-dessus n'apparaît pas sur la facture, cette dernière ne sera pas prise en compte.

13-2 Périodicité de règlement :

Cf. Article 16 du présent CCAP.

13-3 Modalités de facturation :

Sans objet.

13-4 Délai global de paiement :

Le délai global de paiement est de 30 jours à compter de la date de réception par l'Université de la demande de paiement. Le dépassement de ce délai sera sanctionné par le versement de plein droit d'intérêts moratoires par l'Université dont le taux est : taux d'intérêt légal + 8 points.

13-5 Paiement de groupement d'opérateurs économiques :

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique ouvert au nom du mandataire.

Les autres dispositions relatives au groupement d'opérateurs économiques s'appliquent selon l'article 12.1 du CCAG-FCS-2021.

13-6 Paiement des sous-traitants :

Sans objet.

ARTICLE 14: AVANCE FORFAITAIRE

Sauf indication contraire de l'acte d'engagement, une avance forfaitaire est accordée au titulaire lorsque le montant initial du marché est supérieur à 50 000 € HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois, dans les conditions des articles R.2191-3 à R.2191-10 du décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique.

Le montant de l'avance est fixé à 30,0 % du montant initial, toutes taxes comprises, du marché, si sa durée est inférieure ou égale à douze mois ; si cette durée est supérieure à douze mois, l'avance est égale à 5,0 % d'une somme égale à douze fois le montant mentionné ci-dessus divisé par cette durée exprimée en mois.

L'Université d'Artois, de par ses dépenses réelles de fonctionnement, n'entre pas dans le champ du paragraphe 2 de l'article R.2191-7 du décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de

la commande publique. Le taux minimal de l'avance ne change donc pas lorsque le titulaire du marché public ou son sous-traitant admis au paiement direct est une petite ou moyenne entreprise.

Le mandatement interviendra dans un délai d'un mois à compter de la date effective de commencement des prestations. Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

En application des articles R.2191-11 et R.2191-12 du décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique, le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint ou dépasse 65% du montant initial du marché. Il doit être terminé lorsque ledit montant atteint 80%. Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde.

ARTICLE 15: AVANCES FACULTATIVES

Sans objet.

ARTICLE 16: ACOMPTES, PAIEMENTS PARTIELS DEFINITIFS ET SOLDES

Conformément aux articles R2191-21 et R2191-22 du Code de la Commande Publique, le montant des acomptes correspond à la valeur des prestations auxquelles ils se rapportent. La périodicité du versement des acomptes est fixée au maximum à trois mois.

Chaque acompte doit faire l'objet d'une demande de versement d'acompte qui devra faire mention des éléments listés à l'article 11.3 du CCAG-FCS-2021. Cette demande devra être remise à l'adresse indiquée à l'article 13 du présent CCAP après admission des prestations correspondant à la demande d'acompte (formulaire d'exécution des marchés EXE3 signé du titulaire et du l'Université).

L'acompte rémunère un service fait. Les prestations correspondantes doivent avoir été réalisées.

Le montant cumulé de l'avance et des acomptes ne pourra pas excéder 65% du montant initial du marché. Le solde du marché sera versé après l'installation et mise en service du matériel.

ARTICLE 17: CLAUSES TECHNIQUES

Voir le CCTP.

ARTICLE 18: PENALITES

En cas de manquement aux obligations, de mauvaise exécution, d'inexécution ou de non atteinte des résultats attendus, le titulaire encourt, sans mise en demeure préalable, des pénalités telles que précisées ci-dessous. Ces pénalités sont cumulables et appliquées sur le montant HT des factures.

18-1 Pénalités de retard :

Si le délai contractuel de livraison et d'installation est dépassé par le fait du titulaire, celui-ci encourt, sans mise en demeure préalable, des pénalités calculées au moyen de la formule $P = (V \times R) / 100$ dans laquelle P est le montant de la pénalité, V est le montant du marché tel que précisé à l'acte d'engagement et R est le nombre de jour de retard.

18-2 Pénalités pour défaut d'exécution :

Pour tout défaut d'exécution des clauses contractuelles, l'Université pourra appliquer, après mise en demeure non suivie d'une régularisation de la situation, une pénalité d'un montant de 30 euros pour chaque défaut d'exécution constaté.

18-3 Pénalités pour méconnaissance de la réglementation de protection des données à caractère personnel :

Pour tout défaut d'exécution dans le cadre de l'application du RGPD conformément à l'article 27 du présent CCP, l'Université pourra appliquer, après mise en demeure non suivie d'une régularisation de la situation, une pénalité d'un montant de 200 euros pour chaque défaut d'exécution constaté (cela concerne également la justification par écrit de la destruction des données à l'échéance du marché).

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS-2021, le titulaire n'est pas exonéré des pénalités dont le montant total ne dépasse pas 1000 € HT pour l'ensemble du marché.

ARTICLE 19: CLAUSES ENVIRONNEMENTALE, SOCIALE ET D'INSERTION

19-1 Clause environnementale :

Sans objet.

19-2 Clause sociale :

Sans objet.

19-3 Clause d'insertion par l'économie :

Sans objet.

ARTICLE 20: ASSURANCES

Le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard du pouvoir adjudicateur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations.

Conformément aux dispositions de l'article 9 du CCAG-FCS-2021, tout titulaire (mandataire et groupement conjoint inclus) doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie et justifiant qu'il est à jour de ses cotisations.

À tout moment durant l'exécution de la prestation, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du pouvoir adjudicateur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande

ARTICLE 21: CESSION ET NANTISSEMENT

Les créances concernant le marché peuvent être cédées ou nanties conformément aux dispositions des articles R.2191-45 à R.2191-63 du décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique. Un certificat de cessibilité de créances sera transmis au titulaire sur demande.

ARTICLE 22: SOUS-TRAITANCE

Sans objet.

ARTICLE 23: RESILIATION

23-1 Conditions de résiliation du marché :

Les conditions de résiliation du marché sont définies aux articles 38 à 45 du CCAG-FCS-2021.

Toutefois et par dérogation aux articles 38, 41 et 42 du CCAG-FCS-2021, le marché pourra être résilié sans indemnité :

- en cas d'infraction caractérisée aux clauses contractuelles du marché ;
- en cas de résiliation du marché pour motif d'intérêt général.

En cas de résiliation du marché pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur et par dérogation à l'article 42 du CCAG-FCS-2021, le titulaire ne percevra aucune indemnité forfaitaire.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés à l'article L. 2142-1 de l'ordonnance n° 2018-1074 du 26 novembre 2018 portant partie législative du code de la commande et aux articles R. 2142-3, R. 2142-4 et R. 2143-3 du décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 à 8 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

23-2 Redressement ou liquidation judiciaire :

En complément des dispositions de l'article 39 du CCAG-FCS-2021, le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire du marché. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

Redressement judiciaire :

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché. Cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce. En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

Liquidation judiciaire :

La résiliation du marché est prononcée, sauf si le jugement autorise expressément le maintien de l'activité de l'entreprise. Dans cette hypothèse, le pouvoir adjudicateur pourra accepter la continuation du marché pendant la période visée à la décision de justice ou résilier le marché sans indemnité pour le titulaire.

ARTICLE 24 : MARCHE COMPORTANT DES LOGICIELS

Le couplage à un logiciel de pilotage est requis. L'appareil devra être piloté directement par un ordinateur séparé. L'utilisateur devra pouvoir contrôler l'appareil, configurer les paramètres d'expérience, démarrer les acquisitions ainsi que traiter et exporter les résultats.

ARTICLE 25 : FORMATION ET DOCUMENTATION

Le titulaire assurera la formation de 3 personnes minimum chargées d'utiliser le matériel. Cette formation se fera directement au Laboratoire UCCS Artois

Le titulaire s'engage à fournir, au plus tard à la livraison du matériel, toute la documentation rédigée en langue française, nécessaire à une utilisation et à un fonctionnement correct du matériel ou des logiciels livrés. Il s'engage à fournir les éventuels rectificatifs sans supplément de prix.

ARTICLE 26: DROIT, LANGUE, RECOURS, MONNAIE

En cas de litige, le droit français est le seul applicable. Le tribunal administratif de Lille (59) est seul compétent. Le délai de recours est de 2 mois à compter de la date de publication de l'avis d'attribution. Pour tous renseignements complémentaires sur les recours, le candidat pourra se rapprocher du service des affaires générales et juridiques de l'Université ou du Greffe du TA de Lille. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en langue française. La monnaie de compte du marché est l'euro.

ARTICLE 27 : PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL

Les conditions applicables au traitement des données à caractère personnel sont définies à l'article 5.2 du CCAG-FCS-2021. Les parties s'engagent à collecter et à traiter toute donnée à caractère personnel en conformité avec toute réglementation en vigueur applicable au traitement de ces données, et notamment à la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée, relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, ainsi qu'au Règlement (UE) 2016/679 du Parlement Européen et du Conseil du 27 avril 2016 modifié, relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données modifié (dit « règlement général sur la protection des données » - RGPD).

Par dérogation aux dispositions de l'article 5.2.2 du CCAG-FCS-2021, la modification des dispositions législatives et réglementaires applicables dans le cadre du présent contrat et relatives aux domaines précités ne donne pas lieu à la conclusion d'un avenant avec le titulaire. Ce dernier est tenu d'appliquer d'office les nouvelles dispositions législatives et réglementaires.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de protection des données à caractère personnel.

Conformément au règlement UE 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des données personnelles, le titulaire pourra collecter des données personnelles du personnel de l'université d'Artois uniquement à des fins administratives du dit marché.

Cette collecte devra être limitée au strict nécessaire et ne pourra servir uniquement dans le cadre du bon fonctionnement du dit marché.

L'ensemble des données seront systématiquement supprimées de tous supports à l'échéance du marché. Une fois détruites, le titulaire doit justifier par écrit de la destruction.

Les données ne pourront pas servir d'archive ni alimenter un fichier client. En aucun cas ces données ne peuvent servir à des fins commerciales.

Le titulaire du marché devra présenter un registre des traitements complet relatif à ce marché à l'université d'Artois et annoncer ses méthodes pour que chaque personne puisse faire valoir ses droits relatifs à la RGPD. Le titulaire devra présenter son DPO ainsi que les moyens de le contacter.

Dans tous les cas, il est possible de contacter le DPO de l'université d'Artois en lui écrivant à : dpo@univ-artois.fr

ARTICLE 28: CLAUSES COMPLEMENTAIRES

28-1 Confidentialité :

Le présent marché comporte une obligation de confidentialité telle que prévue à l'article 5.1 du CCAG-FCS-2021. Le titulaire et son personnel ainsi que ses éventuels sous-traitants sont tenus de respecter la confidentialité qui s'attache à la réalisation de la prestation et de faire preuve de discrétion professionnelle.

Sauf accord préalable du pouvoir adjudicateur, ils s'interdisent notamment toute communication écrite ou verbale, à des tiers, de faits, informations, études et décisions dont ils pourraient avoir connaissance en cours d'exécution des prestations objet du marché.

Les supports (fichiers ou documents) transmis ou mis à disposition du prestataire dans le cadre de la prestation sont confidentiels. Ils ne peuvent en aucun cas, ni être utilisés pour un autre usage que celui de la réalisation du contrat, ni transmis à des tiers et devront être restitués à l'administration à sa demande.

Par ailleurs, le titulaire s'engage à consulter préalablement l'administration par écrit avant toute utilisation commerciale de la signature du marché et de toutes les pièces et éléments d'information prévus au contrat.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité.

28-2 Mesures de sécurité :

Les prestations sont soumises à des mesures de sécurité conformément à l'article 5.3 du CCAG-FCS-2021.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations des mesures de sécurité.

28-3 Protection de la main d'œuvre et conditions de travail :

Conformément à l'article 6.1 du CCAG-FCS-2021, le titulaire a l'obligation de respecter les lois, règlements et conventions collectives relatives à la protection de la main d'œuvre et aux conditions de travail du pays où cette main-d'œuvre est employée. Le titulaire est également tenu au respect des stipulations des huit conventions fondamentales de l'Organisation internationale du travail, lorsque celles-ci ne sont pas intégrées dans les lois et règlements du pays où cette main-d'œuvre est employée. Il doit être en mesure de justifier du respect de ces obligations, en cours d'exécution du marché et pendant la période de garantie des prestations, sur simple demande de l'acheteur.

Par dérogation aux dispositions à l'article 6.2 du CCAG-FCS-2021, la modification des dispositions législatives et réglementaires applicables dans le cadre du présent contrat et relatives aux domaines précités ne donne pas lieu à la conclusion d'un avenant avec le titulaire. Ce dernier est tenu d'appliquer d'office les nouvelles dispositions législatives et réglementaires.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations des mesures de protection de la main d'œuvre et conditions de travail.

28-4 Protection de l'environnement, sécurité et santé :

Conformément à l'article 7 du CCAG-FCS-2021, le titulaire veille à ce que les prestations qu'il effectue respectent les prescriptions législatives et réglementaires en vigueur en matière d'environnement, de sécurité et de santé des personnes, et de préservation du voisinage. Il doit être en mesure d'en justifier le respect, en cours d'exécution du marché et pendant la période de garantie des prestations, sur simple demande de l'acheteur.

Par dérogation aux dispositions à l'article 7.2 du CCAG-FCS-2021, la modification des dispositions législatives et réglementaires applicables dans le cadre du présent contrat et relatives aux domaines précités ne donne pas lieu à la conclusion d'un avenant avec le titulaire. Ce dernier est tenu d'appliquer d'office les nouvelles dispositions législatives et réglementaires.

28-5 Réparation des dommages :

Conformément à l'article 8 du CCAG-FCS-2021, les dommages de toute nature causés au personnel ou aux biens du pouvoir adjudicateur par le titulaire, du fait de l'exécution du marché, sont à la charge du titulaire.

28-6 Changement de dénomination sociale du titulaire :

En cas de modification de sa dénomination sociale, le titulaire doit impérativement en informer l'administration contractante par écrit et communiquer un extrait Kbis mentionnant ce changement, dans les plus brefs délais.

28-7 Changements affectant le titulaire :

Durant la période de validité du marché, le titulaire est tenu de communiquer par écrit, à l'administration tout changement ayant une incidence sur le statut de la société, y compris les changements d'intitulé de son compte bancaire. Il produira à cet effet, un nouveau relevé d'identité bancaire.

S'il néglige de se conformer à cette disposition, la personne publique ne saurait être tenue pour responsable des retards de paiement.

28-8 Changement de contractant en cours d'exécution du présent contrat :

Le transfert du contrat à la société née de la fusion ou de l'absorption de l'entreprise titulaire ne peut s'opérer de plein droit sans agrément préalable du pouvoir adjudicateur.

Le titulaire doit informer l'administration dans les plus brefs délais de ce changement et produire les documents et renseignements utiles concernant la nouvelle entreprise à qui le marché est transféré ou cédé.

En cas d'acceptation de la cession du présent contrat par le pouvoir adjudicateur, elle fera l'objet d'un avenant constatant le transfert du marché au nouveau titulaire.

28-9 Défaillance du titulaire :

En cas d'impossibilité pour le titulaire de répondre temporairement aux clauses du contrat (problème de qualité des produits, problème d'approvisionnement, non remplacement de produits...), cette interruption portant préjudice au bon fonctionnement de l'administration, la personne publique est autorisée à faire exécuter les prestations par un tiers. Dans ce cas, l'augmentation éventuelle des dépenses est à la charge du titulaire.

ARTICLE 29: DEROGATIONS AU CCAG-FCS-2021

L'article 3 du CCAP déroge à l'article 4 du CCAG-FCS-2021.

L'article 18 du CCAP déroge à l'article 14 du CCAG-FCS-2021.

L'article 23-1 du CCAP déroge aux articles 38, 41 et 42 du CCAG-FCS-2021.

L'article 27 du CCAP déroge à l'article 5.2.2 du CCAG-FCS-2021

L'article 28 du CCAP déroge aux articles 6.2 et 7.2 du CCAG-FCS-2021.